

19 / J. J. C. E.

demandes d'emplois -

Vacances d'emplois à l'⁴Institut de Rome

la lettre originale est classée dossier 13/28

cl - 19/4

368

EXTRAIT d'une LETTRE de M. de FEO

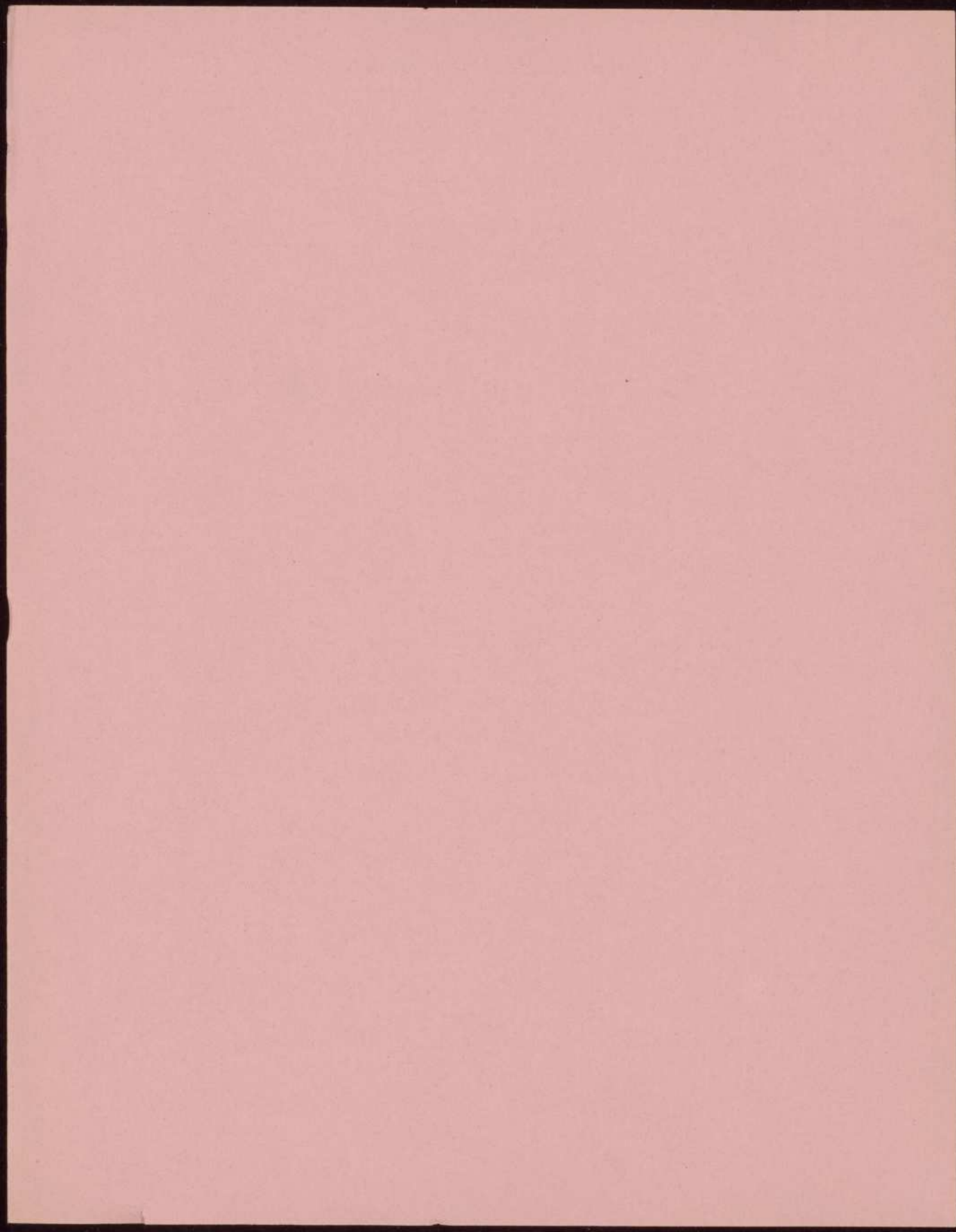
du 3 décembre 1931

.....

Je vous remets ci-inclus le REGLEMENT concer-
nant notre personnel et je vous ferai parvenir sous peu
la liste complète de nos membres correspondants.

.....

signé : L. de FEO



PROJET DE REGLEMENT DU PERSONNEL DE L'INSTITUT INTERNATIONAL
DU CINEMATOGRAPHE EDUCATIF

Projet élaboré sur la base des principes arrêtés par le Conseil d'Administration dans sa session d'Octobre 1930 et conformément aux règles établies dans le Statut et dans le Règlement Général Administratif de l'Institut, Titre VII.

Article I.

Le personnel de l'Institut International du Cinématographe Educatif est réparti en trois divisions:

- a) Première division: chefs de service, rédacteurs, secrétaires, vice-secrétaires;
- b) Deuxième division: adjoints, dactylographes.
- c) Troisième division: personnel de service.

Le personnel de l'Institut peut être titularisé ou nommé à titre temporaire.

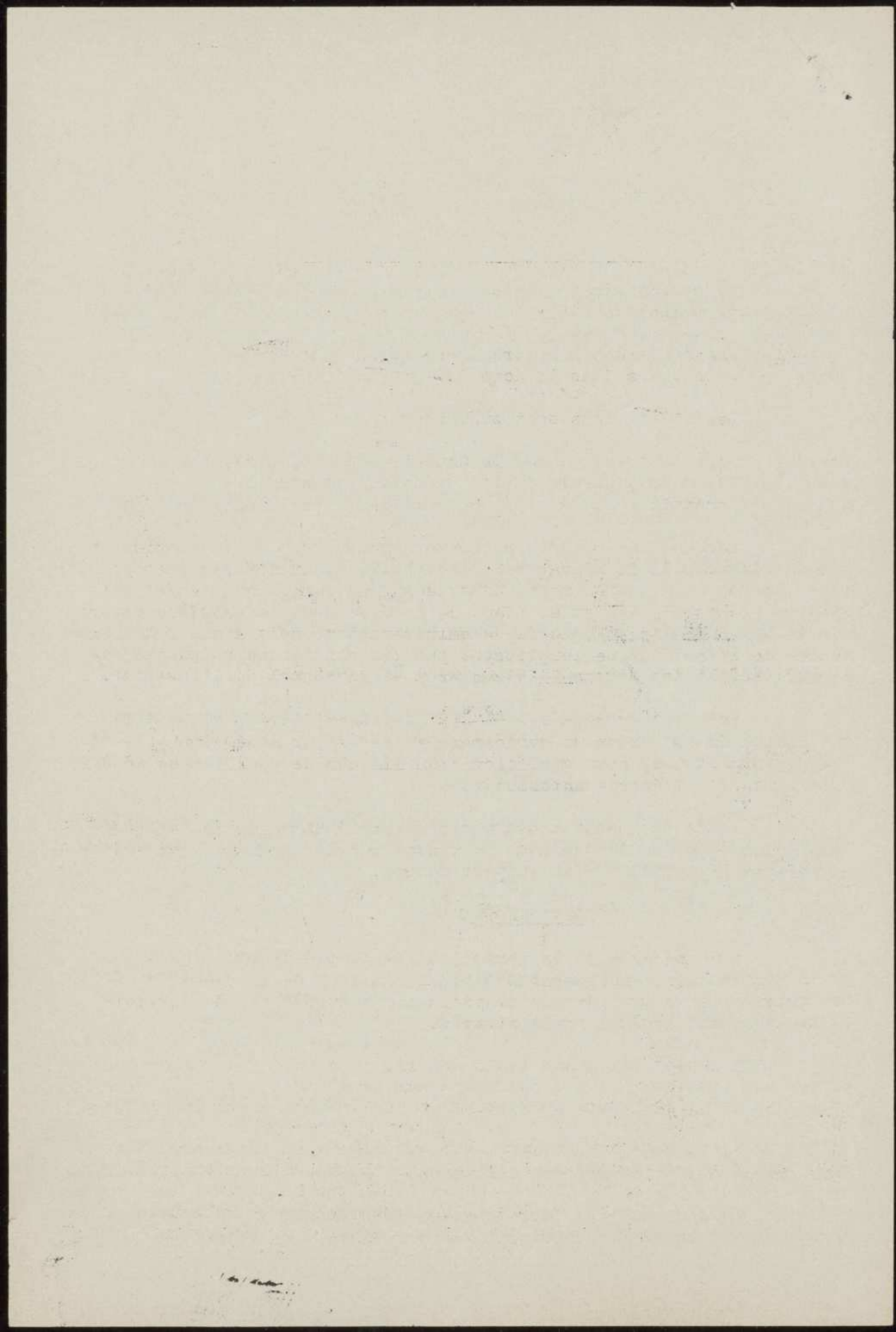
Article II.

Les conditions d'engagement du personnel sont soumises aux dispositions contenues dans le présent Règlement. Pour le personnel temporaire, et sous réserve des conditions mentionnées dans l'article V, les conditions d'engagement seront déterminées cas par cas, en tenant compte des nécessités particulières et des disponibilités financières.

Article III.

Dans tous les cas, l'engagement est conclu au moyen d'une lettre signée par le Directeur, et à laquelle l'intéressé doit répondre par écrit.

La lettre du Directeur doit contenir une référence précise au présent Règlement et doit aussi accuser réception des documents prévus par l'article 38 du Règlement Général. Elle doit indiquer exactement le poste dont il s'agit, la division dans laquelle ce poste est mentionné, le traitement du fonctionnaire, les éventuelles indemnités de résidence ou de famille. Cette lettre doit indiquer - selon que la nomination a été faite par le Conseil d'Administration,



par le Comité Exécutif Permanent ou par le Directeur - l'organe qui a fait cette nomination et, dans les deux premiers cas, la date à laquelle cette nomination a été faite.

Une copie de la lettre d'engagement accompagnée de la réponse, est conservée dans le dossier du fonctionnaire.

Les nominations sont prononcées:

pour les chefs de service, par le Conseil d'Administration;
pour les rédacteurs, par le Comité Exécutif Permanent;
pour les Secrétaires et les vice-secrétaires, par le Directeur.

Les emplois vacants ou nouvellement créés sont destinés en premier lieu, à titre d'avancement au choix, aux fonctionnaires titularisés depuis deux ans au moins dans leur fonction immédiatement inférieure; en second lieu et à défaut de candidats de la première catégorie et sur décision du Conseil d'Administration, soit à des fonctionnaires de l'Institut ne remplissant pas les conditions stipulées ci-dessus, soit à des personnes étrangères au personnel de l'Institut.

Pour les secrétaires et les vice-secrétaires, et pour eux seulement, il est prévu un avancement au choix par accession à la catégorie supérieure, sous condition d'un minimum de deux années de services dans la catégorie antérieure.

Toute proposition d'avancement par changement de catégorie sera soumise au Comité Exécutif Permanent par le Directeur qui accompagnera sa proposition d'un rapport motivé.

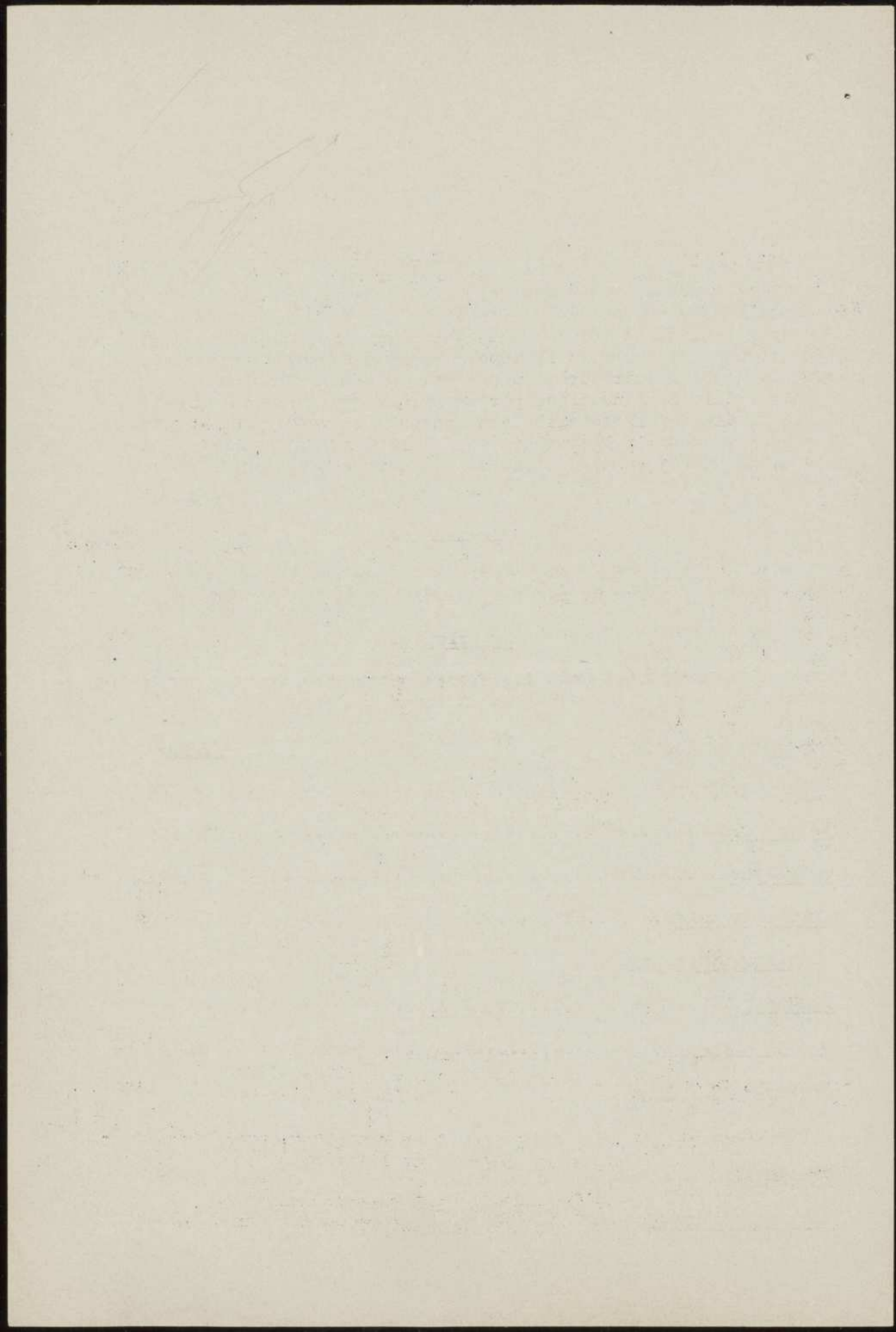
Article IV.

Sous réserve de la période de stage prévue par l'article 37 du Règlement, l'engagement des fonctionnaires de la première division est prononcé pour une période de trois ans conformément à l'article 41 du Règlement Général Administratif.

A l'expiration des trois années, et à défaut d'un préavis contraire, le contrat est considéré comme tacitement renouvelé pour la même période de trois ans et ainsi de suite jusqu'à la limite d'âge.

Si le contrat ne doit pas être renouvelé, le préavis doit être envoyé à l'intéressé six mois avant l'expiration du contrat.

La limite d'âge pour tous les fonctionnaires de toutes catégories de l'Institut, indistinctement est fixée à 60 ans.



Dans le cas d'incapacité ne donnant pas lieu à une mesure disciplinaire ou dans le cas de suppression de poste par suite de réorganisation, le contrat d'un fonctionnaire peut être résilié par l'autorité qui a nommé: Directeur, Comité Exécutif Permanent, ou Conseil d'Administration, ou par une autorité supérieure. Cette résiliation doit être notifiée par un préavis de trois mois, ou donne droit à une indemnité égale à trois mois de traitement. Tout fonctionnaire peut obtenir la résiliation ou le non-renouvellement de son contrat, moyennant préavis écrit de six mois, sauf accords spéciaux avec la direction.

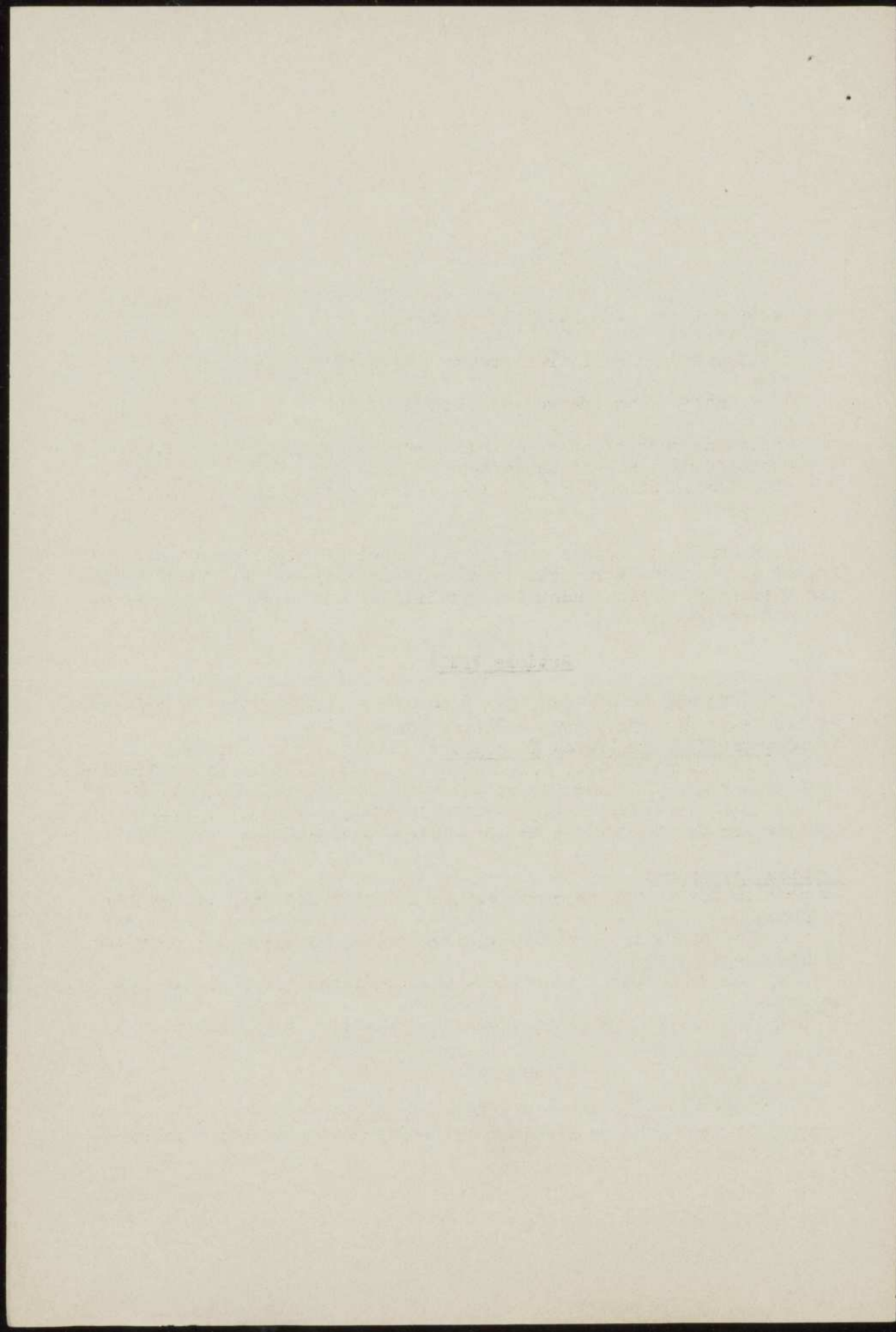
Article V.

L'engagement du personnel temporaire ne peut en aucun cas être prononcé pour une période supérieure à deux années.

Article VI.

Les traitements des divers catégories des fonctionnaires de l'Institut sont fixés ainsi qu'il suit:

<u>Première division:</u>	<u>Liens:</u>
<u>Chefs de service</u>	36.000
<u>Rédacteur</u>	21.600
<u>Secrétaire</u>	15.600
<u>Vice-Secrétaire</u>	12.000
<u>Deuxième division:</u>	
<u>Adjoints</u>	9.600
<u>Dactylographes</u>de 5.400 à	6.600
<u>Troisième division:</u>	
<u>Huissiers</u>	9.600
<u>Portiers</u>	6.000
<u>Garçons de bureau</u>	7.2000



Article VII.

En plus des traitements indiqués ci-dessus, les fonctionnaires ont droit aux indemnités suivantes;

a) indemnité pour les rédacteurs chargés d'un service: 6.000 liras;

b) indemnité pour charges de famille:

chefs de service et rédacteurs, s'ils sont mariés:	3.000 liras
supplément pour chaque enfant:	360 "
Secrétaire ou vice-secrétaire, s'ils sont mariés;	2.400 "
supplément pour chaque enfant:	360 "

c) indemnité de séjour pour le personnel étranger engagé hors d'Italie: jusqu'à 350 liras par mois, suivant décision du Comité Exécutif Permanent. Cette indemnité est limitée aux chefs de service et aux rédacteurs.

Article VIII.

En cas de mission, les indemnités journalières de séjour et les frais de voyage sont calculés comme suit:

1) indemnités journalières de séjour:

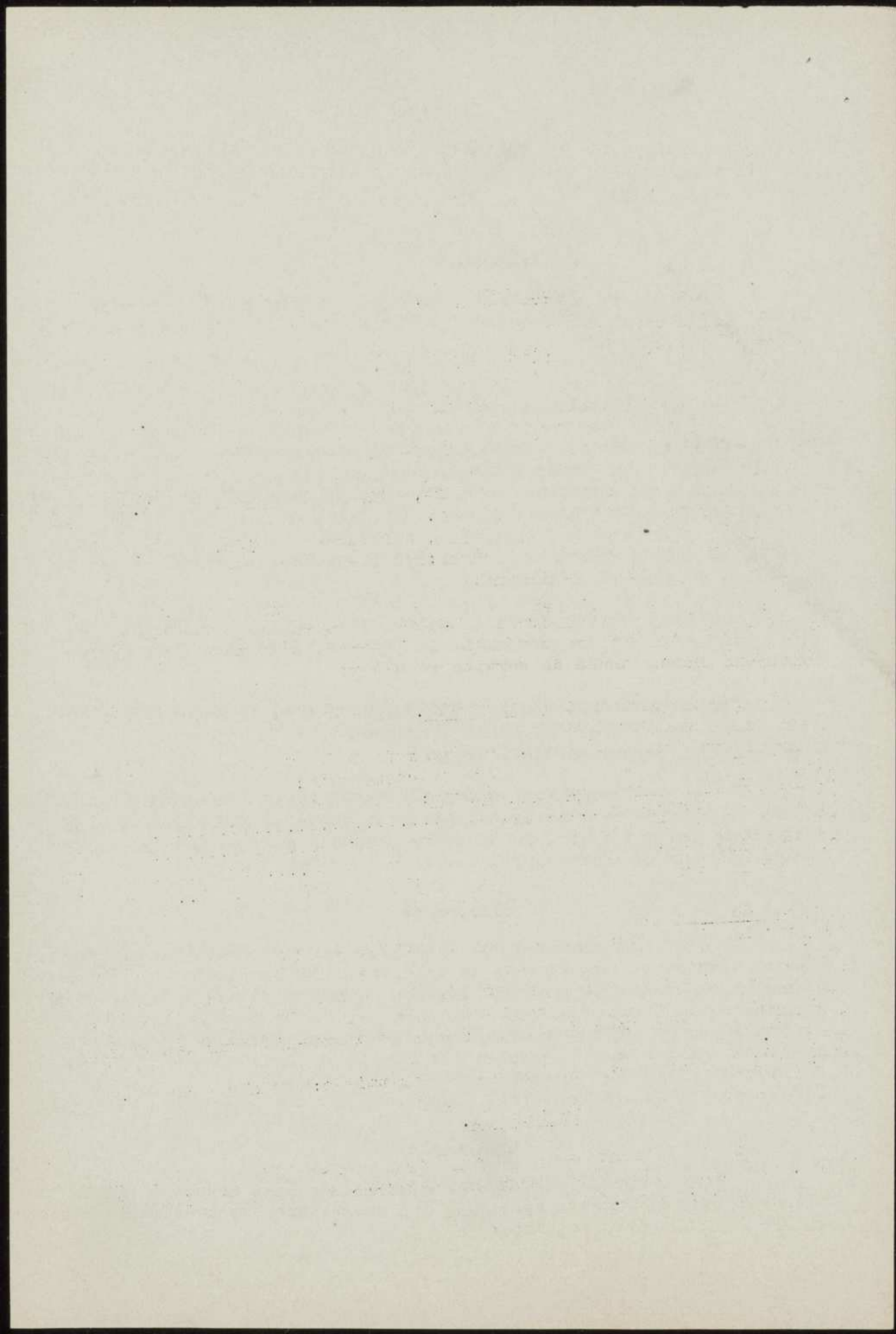
a) pour le Directeur	230 liras
b) pour les chefs de service et les rédacteurs.....	150 "
c) pour les secrétaires et les vice-secrétaires.....	115 "
d) pour les fonctionnaires de la deuxième division.....	95 "

2 frais de voyage:

- a) pour le Directeur: première classe et wagon-lit pour les grands trajets.
- b) pour les chefs de service; première classe et wagon-lit pour les grands trajets;
- c) pour les rédacteurs: deuxième classe et wagon-lit pour les grands trajets;
- d) pour les secrétaires et les vice-secrétaires: deuxième classe.

Article IX.

Le traitement des fonctionnaires est établi et payable en liras. Le même mode de payement est applicable pour toute indemnité ou tout remboursement.



Article X.

En cas de non-renouvellement ou de rupture de contrat, la situation des fonctionnaires de l'Institut est liquidée dans les conditions suivantes:

- a) pour le personnel de la première division, l'Institut pourvoit dès que le fonctionnaire a reçu la confirmation définitive de son engagement, à une assurance à terme, avec risque de décès prévu, et répondant à toute façon au tableau ci-joint et au projet de Convention existant entre l'Institut et la compagnie d'assurance. La prime annuelle sera payée pour 60% par l'Institut et pour 40% par le fonctionnaire, au moyen de retenues sur ses appointements mensuels. Le rachat de la police et les différentes facultés s'y rapportant, sont soumis aux conditions de la Convention ci-jointe, qui forment partie intégrale du présent Règlement;
- b) pour le personnel de la deuxième division, la liquidation de tout droit s'effectuera moyennant le paiement d'un mois d'appointements pour chaque année de service régulier;
- c) pour le personnel de la troisième division, la liquidation de tout droit s'effectuera moyennant paiement de la moitié d'un mois d'appointements pour chaque année de service;

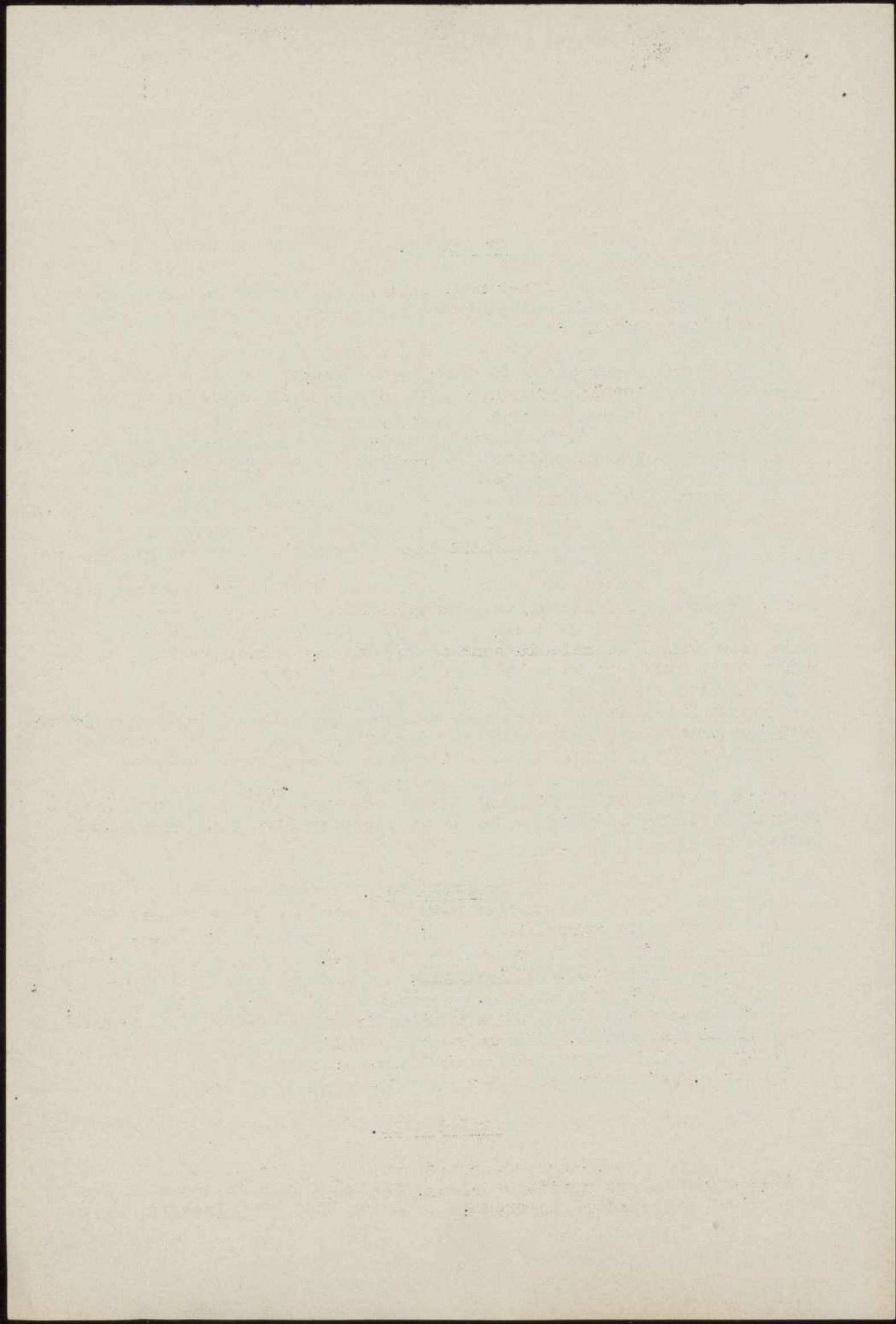
Le traitement visé aux paragraphes a, b, c ci-dessus pour le calcul du montant de l'assurance et de l'indemnité est uniquement le traitement prévu à l'article 6, et ne comprend pas les indemnités de quelque nature qu'elles soient fixées à l'article 7.

Article XI.

Les fonctionnaires de l'Institut doivent s'intéresser avec zèle et exactitude aux travaux de celui-ci. Conformément à l'article 53 du Règlement Général Administratif, les heures de travail sont fixées en principe à 39 par semaine. Cependant si le travail le demande, le Directeur pourra exiger des fonctionnaires leur présence à l'Institut le samedi après-midi. L'horaire est établi de la façon suivante, de 9 heures à midi et de 3 heures à 7 heures; le samedi de 9 heures à 13 heures. L'horaire peut être modifié selon les exigences du service.

Article XII.

Sans préjudice des congés qui peuvent être accordés par le Directeur pour des motifs spéciaux, les congés annuels du Personnel sont établis de la manière suivante:



a) personnel de la première division; 30 jours ouvrables par an non compris les jours de voyage par la route la plus brève fixés pour les fonctionnaires qui, au moment de leur engagement, se trouvaient à l'étranger, à 6 jours au maximum;

Les fonctionnaires domiciliés hors d'Europe au moment de leur engagement, auront la faculté de substituer au congé indiqué ci-dessus un congé de trois mois, non comprise la durée du voyage, tous les trois ans.

b) personnel de la deuxième division: 20 jours ouvrables.

c) personnel de la troisième division: 15 jours ouvrables.

Article XIII.

Les congés pour raison de maladie sont accordés après examen de chaque cas particulier. En principe:

a) les congés de maladie sont accordés sans réduction d'appointements si la durée de la maladie ne dépasse 30 jours.

b) pour les maladies qui dureront plus d'un mois, à partir du 30ème jour jusqu'au 90ème jour la moitié des appointements sera accordée. A partir du 90ème jour, les appointements seront supprimés;

c) un fonctionnaire qui pour raison de santé aura été absent 4 mois dans une période de 12 mois consécutifs pourra être considéré comme démissionnaire.

Le Directeur aura le droit de faire procéder à une visite médicale de contrôle à domicile pour tout fonctionnaire qui se sera déclaré malade.

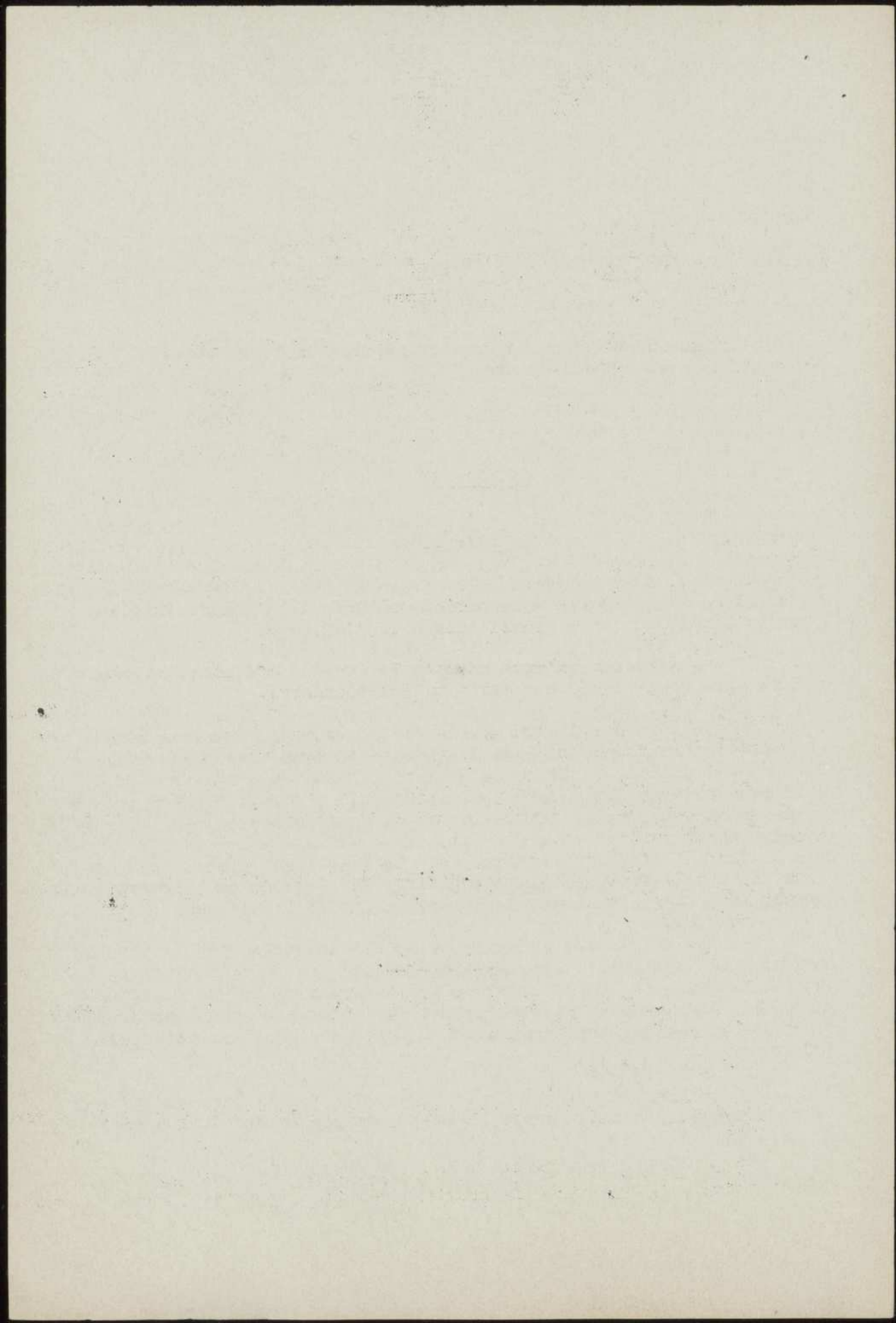
Article XIV.

Les mesures disciplinaires suivantes pourront être prononcées, le fonctionnaire entendu:

par le Directeur:

a) réprimande adressée par écrit et insérée au dossier du fonctionnaire;

b) suspension des fonctions avec traitement jusqu'à décision définitive à intervenir à la première réunion du Comité Exécutif Perma-



nent;

Par le Comité Exécutif Permanent:

- a) réduction des appointements;
- b) suspension des fonctions avec suppression temporaire, totale ou partielle des appointements;
- c) renvoi avec préavis dans les conditions indiquées à l'article 4, ou sans préavis dans le cas de faute grave.

Article XV.

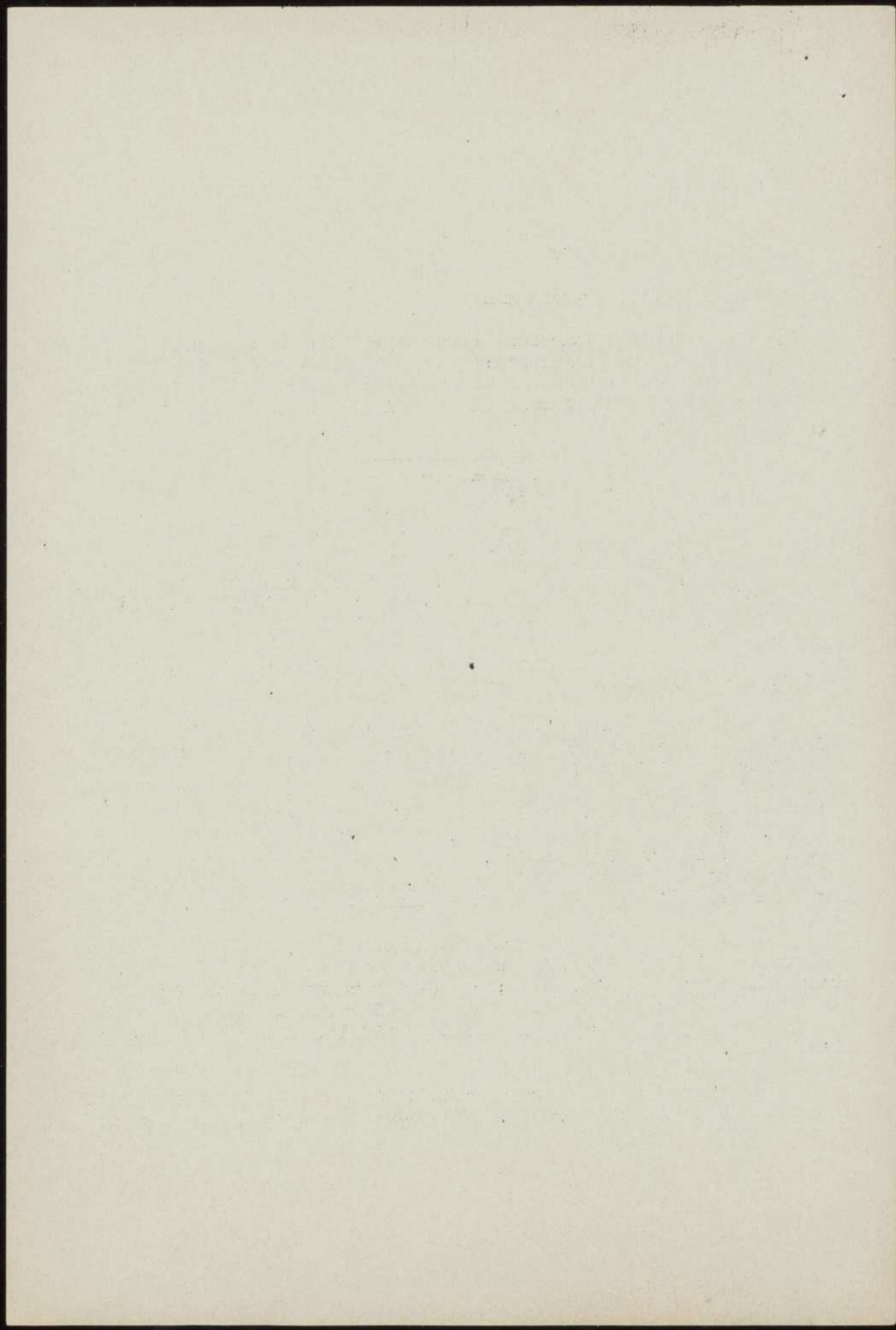
Tout fonctionnaire qui estimerait qu'une décision prise à son égard par un organe de l'Institut est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement, aura la faculté de s'adresser, dans un délai de 15 jours à partir de la date à laquelle la décision lui aura été communiquée, au Conseil d'Administration pour qu'il procède à un nouvel examen de l'affaire.

La solution qu'aura adoptée le Conseil d'Administration ainsi saisi, sera communiquée par écrit au fonctionnaire.

Dans un délai d'un mois à partir de cette dernière communication le fonctionnaire aura la faculté de soumettre à l'arbitrage du Tribunal administratif de la Société des Nations, la question de savoir si la solution adoptée par le Conseil d'Administration est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement. S'il use de cette faculté, il en avisera par lettre recommandée le Conseil d'Administration, dont le Président représentera l'Institut devant le Tribunal administratif. La décision du Tribunal administratif liera définitivement le fonctionnaire et l'Institut.

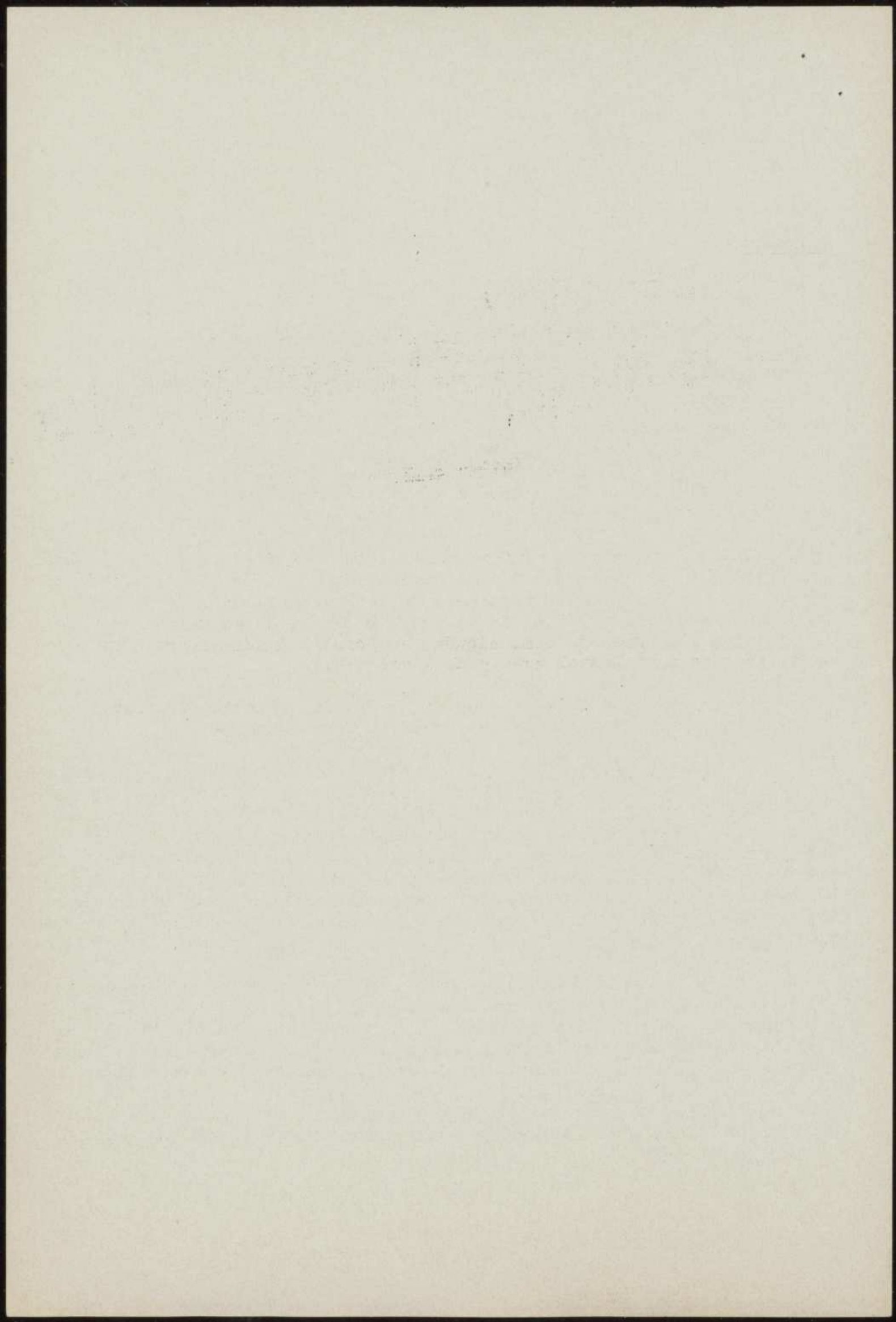
Les indemnités et frais éventuels de voyage des membres du Tribunal administratif, agissant conformément au présent article, seront à la charge de l'Institut; ce dernier remboursera au Secrétariat de la Société des Nations tous autres frais auxquels aura donné lieu le fonctionnement du Tribunal administratif dans les cas intéressant l'Institut.

L'Institut conclura avec la Société des Nations et les membres du Tribunal administratif, les accords permettant de rendre le



présent article applicable.

Pour les questions qui n'ont été prévues ni dans le présent Règlement ni dans le Règlement Général Administratif, les dispositions applicables sont celles qui sont prévues dans le Statut du personnel de la Société des Nations.



Annexe A.

LETTRE ADRESSEE PAR L'INSTITUT INTERNATIONAL DU CINEMATOGRAPHE EDUCATIF
AU SECRETARIAT DE LA SOCIETE DES NATIONS.

Rome, le 2 mai 1931.

Monsieur le Secrétaire Général,

L'Institut international du cinématographe éducatif envisage la possibilité d'insérer l'article ci-après dans le règlement applicable à son personnel:

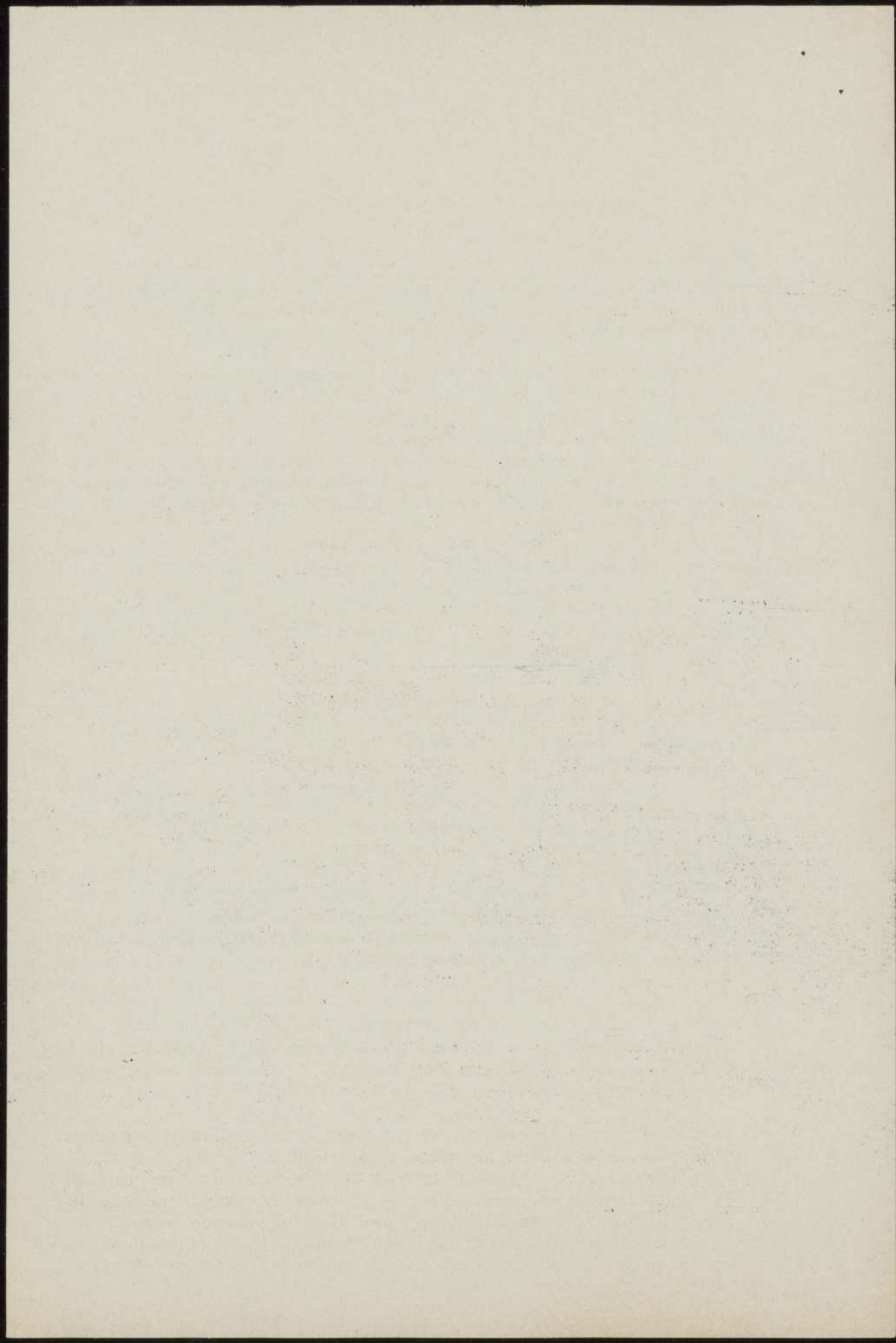
Article..... Tout fonctionnaire qui estimerait qu'une décision prise à son égard par un organe de l'Institut est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement, aura la faculté de s'adresser, dans un délai de 15 jours à partir de la date à laquelle la décision lui aura été communiquée, au Conseil d'Administration, pour qu'il procède à un nouvel examen de l'affaire.

La solution qu'aura adoptée le Conseil d'Administration, ainsi saisi, sera communiquée par écrit au fonctionnaire.

Dans un délai d'un mois à partir de cette dernière communication le fonctionnaire aura la faculté de soumettre à l'arbitrage du Tribunal administratif de la Société des Nations la question de savoir si la solution adoptée par le Conseil d'Administration est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement. S'il use de cette faculté, il en avisera par lettre recommandée le Conseil d'administration, dont le Président représentera l'Institut devant le Tribunal administratif. La décision du Tribunal administratif liera définitivement le fonctionnaire et l'Institut.

Les indemnités et frais éventuels de voyage des membres du Tribunal administratif, agissant conformément au présent article, seront à la charge de l'Institut; ce dernier remboursera au Secrétariat de la Société des Nations tous autres frais auxquels aura donné lieu le fonctionnement du Tribunal administratif dans les cas intéressant l'Institut.

L'Institut conclura avec la Société des Nations et les Membres du Tribunal administratif, les accords permettant de rendre le présent article applicable".



Comme vous le savez une disposition analogue figure déjà dans le Règlement pour le personnel de l'Institut Nansen pour les réfugiés. D'autre part, le comité de direction de l'Institut international de coopération intellectuelle a pris une décision dans le même sens.

L'article projeté ne pouvant entrer en vigueur sans l'acceptation du Secrétaire général de la Société des Nations, je me permets de vous en référer afin d'être mis à même d'éclairer à ce sujet le Conseil d'Administration de l'Institut international du cinématographe éducatif. J'ai l'honneur de vous donner connaissance de la lettre ci-jointe en copie, par laquelle les juges du Tribunal administratif seraient pressentis dans la suite; leur agrément est, en effet, également nécessaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma haute considération.

Le Directeur.

Annexe B.

REPONSE DU SECRETARIAT DE LA SOCIETE DES NATIONS.

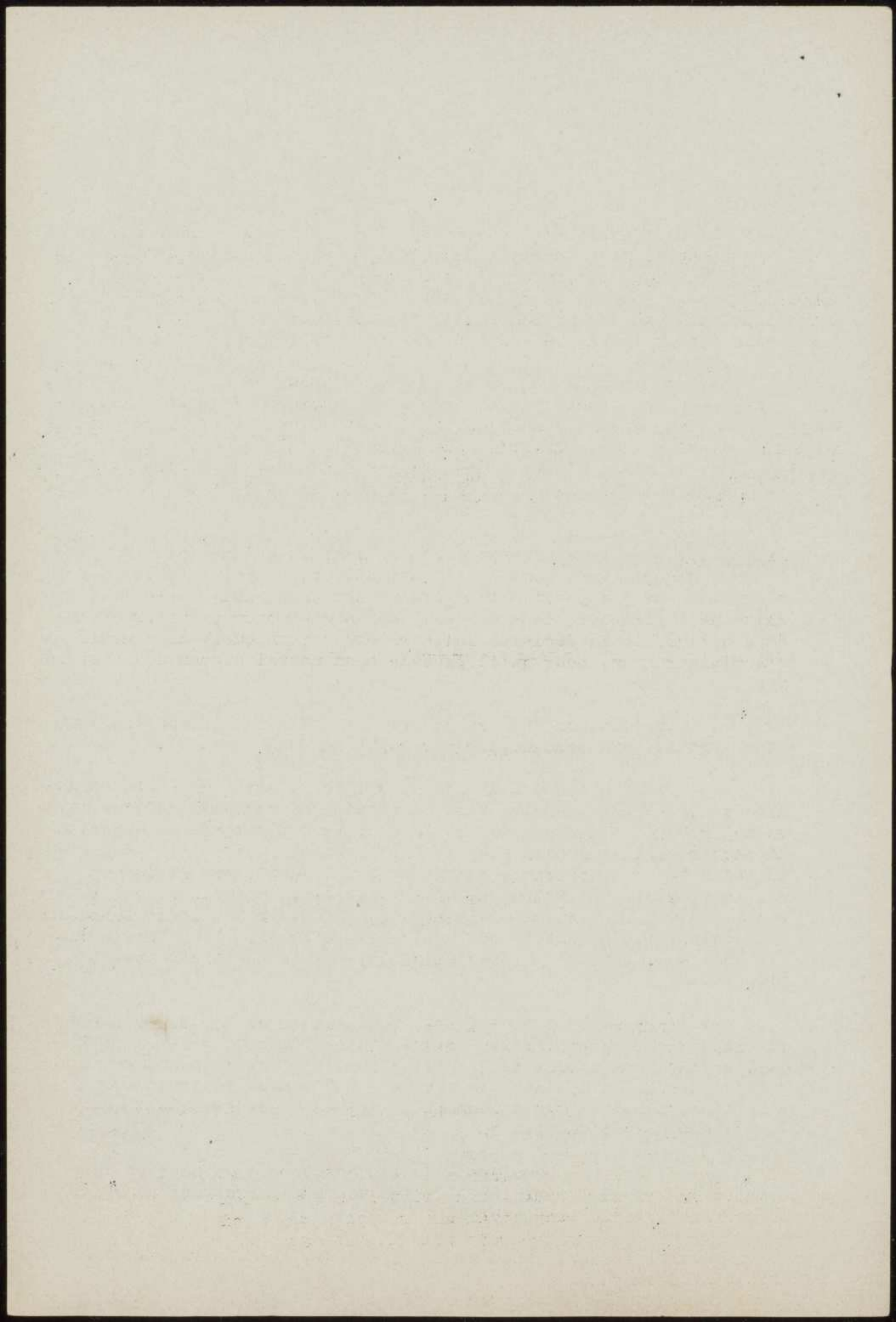
Genève, le 10 juin 1931.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre du 2 mai, concernant la possibilité de soumettre au Tribunal administratif de la Société des Nations les contestations relatives aux décisions prises, à l'égard de son personnel, par l'Institut international du cinématographe éducatif.

Constatant que cette solution requerrait l'acceptation du Secrétaire général de la Société des Nations, vous avez bien voulu m'en référer par ladite communication.

Le Tribunal administratif ne pouvant connaître statuairement que des différends intéressant le personnel de la Société des Nations (Secrétariat général, Bureau international du Travail, et, en matière de pensions, Greffe de la Cour permanente de Justice internationale), la compétence qu'il s'agirait de lui attribuer en l'occurrence serait de nature arbitrale. N'entraînant aucune responsabilité (ni aucune dépense) pour la Société, elle s'exercerait sous la responsabilité de l'Institut



et sous celle des personnalités composant le Tribunal. Celles-ci, en conséquence, auraient à accepter individuellement le mandat qu'elles tiendraient ainsi exclusivement de l'Institut. Si j'ai interprété exactement votre pensée, cette situation serait, en outre, exposée par l'Institut aux juges du Tribunal administratif dans une communication à laquelle serait annexé le texte de la présente lettre.

Dans ces conditions et sous réserve, pour ce qui les concerne, de l'assentiment des juges, je me trouve en mesure de vous déclarer, Monsieur le Directeur, que j'autoriserai bien volontiers le fonctionnaire du Secrétariat chargé du Greffe du Tribunal administratif, ainsi que ses services d'exécution, à prêter leur concours aux membres du Tribunal, agissant dans la capacité envisagée, en application de la disposition suivante, dont vous m'entretenez.

Article... Tout fonctionnaire qui estimerait qu'une décision prise à son égard par un organe de l'Institut est, du point de vue juridique contraire aux dispositions régissant son engagement, aura la faculté de s'adresser, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle la décision lui aura été communiquée, au Conseil d'Administration, pour qu'il procède à un nouvel examen de l'affaire.

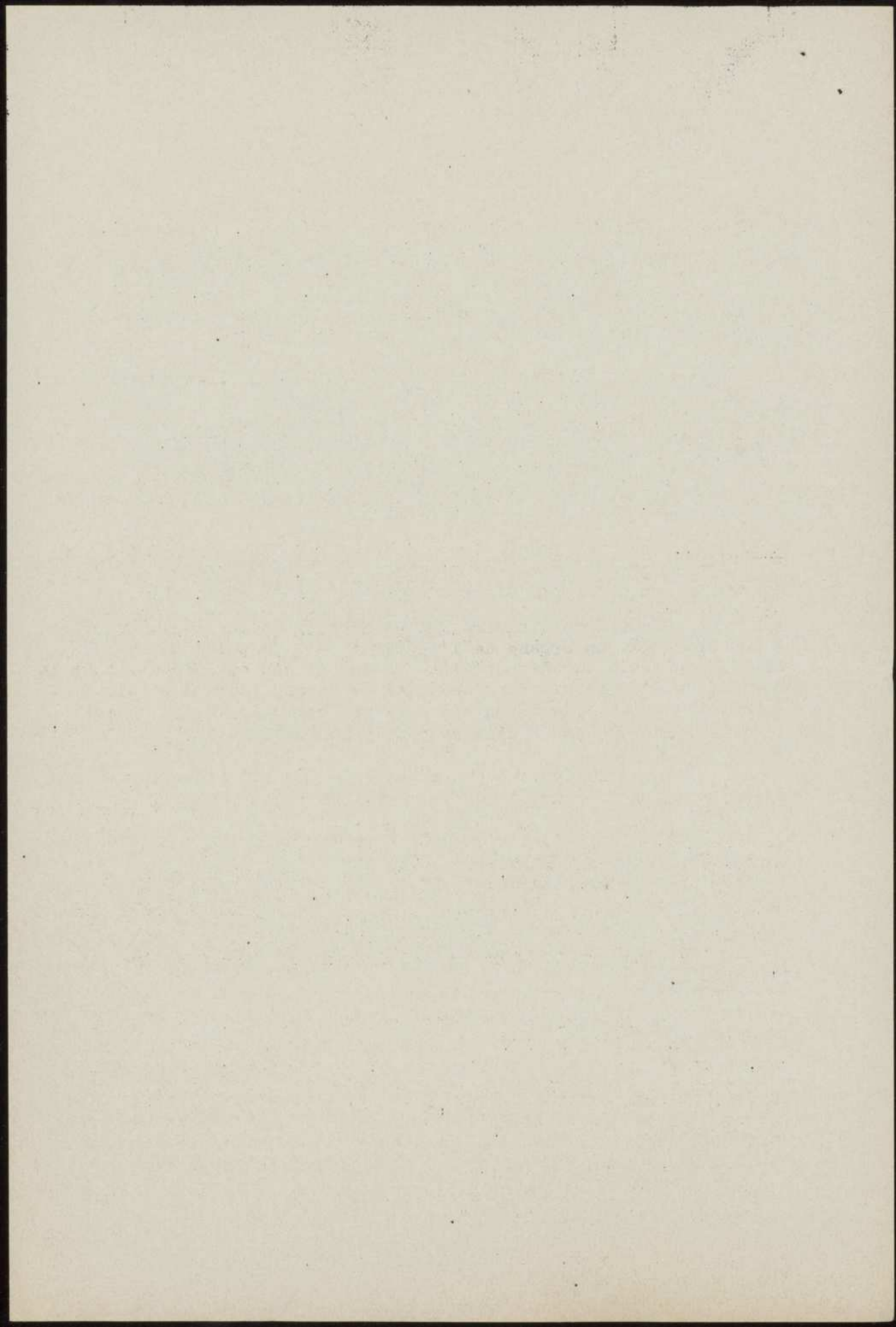
La solution qu'aura adoptée le Conseil d'Administration, ainsi saisi, sera communiquée par écrit au fonctionnaire.

Dans un délai d'un mois à partir de cette dernière communication, le fonctionnaire aura la faculté de soumettre à l'arbitrage du Tribunal administratif de la Société des Nations la question de savoir si la solution adoptée par le Conseil d'Administration est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement. S'il use de cette faculté, il en avisera par lettre recommandée le Conseil d'Administration, dont le Président représentera l'Institut devant le Tribunal Administratif. La décision du Tribunal administratif liera définitivement le fonctionnaire et l'Institut.

Les indemnités et frais éventuels de voyage des membres du Tribunal administratif, agissant conformément au présent article, seront à la charge de l'Institut; ce dernier remboursera au Secrétariat de la Société des Nations tous autres frais auxquels aura donné lieu le fonctionnement du Tribunal administratif dans les cas intéressant l'Institut.

L'Institut conclura avec la Société des Nations et les membres du Tribunal administratif les accords permettant de rendre le présent article applicable".

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma considération distinguée.



Annexe C.

LETTRE ADRESSEE A CHACUN DES SIX JUGES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA
SOCIETE DES NATIONS

Rome, 2 juillet 1931.

Monsieur le.....,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli les textes organiques et règlements de l'Institut international du Cinématographe éducatif.

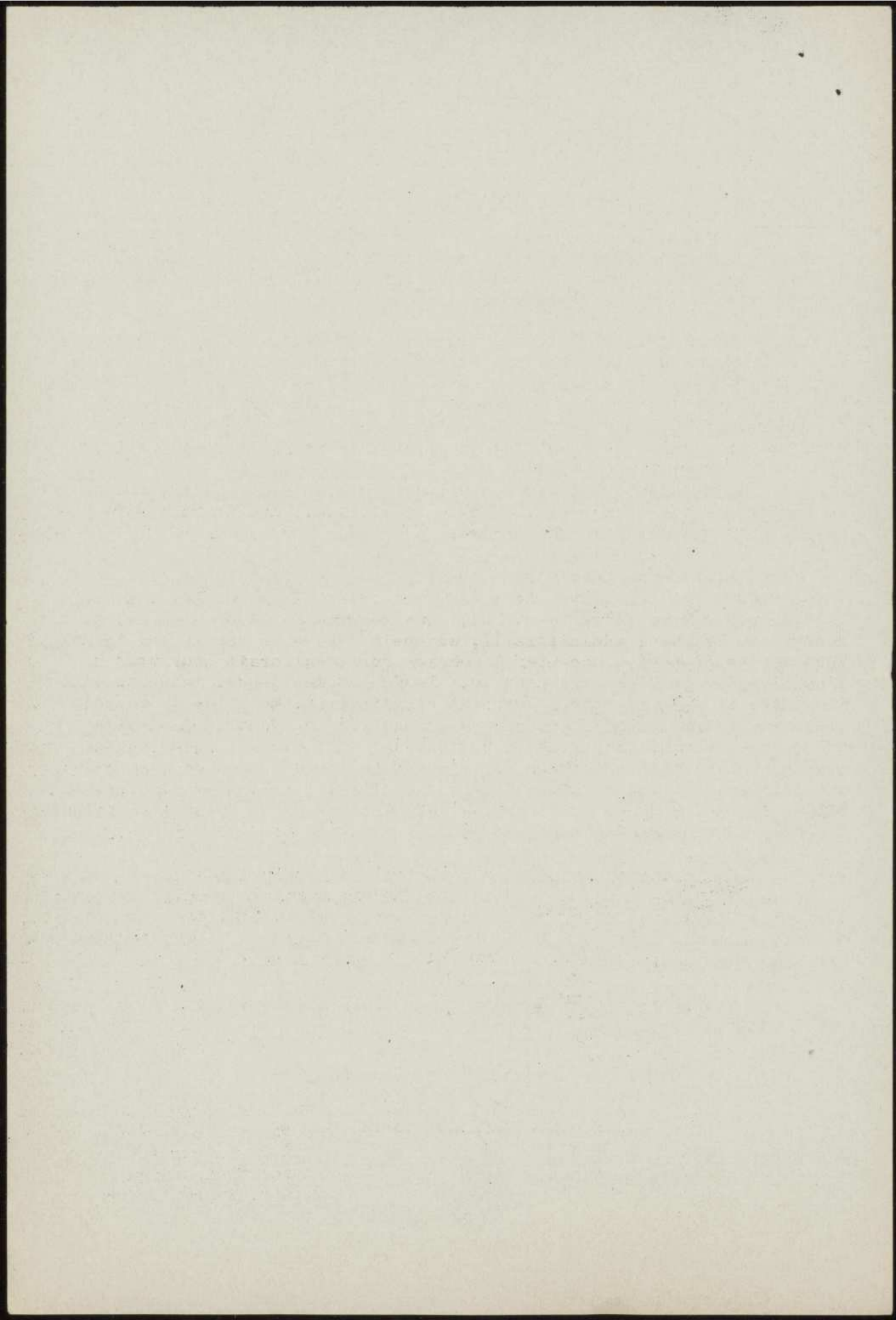
Ainsi que vous le verrez, l'article du projet de règlement pour le personnel de l'Institut, également ci-annexé, dispose:

"Tout fonctionnaire qui estimerait qu'une décision prise à son égard par un organe de l'Institut est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement, aura la faculté de s'adresser, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle la décision lui aura été communiquée, au Conseil d'administration, pour qu'il procède à un nouvel examen de l'affaire.

"La solution qu'aura adoptée le Conseil d'Administration ainsi saisi, sera communiquée par écrit au fonctionnaire.

"Dans un délai d'un mois à partir de cette dernière communication, le fonctionnaire aura la faculté de soumettre à l'arbitrage du Tribunal administratif de la Société des Nations la question de savoir si la solution adoptée par le Conseil d'Administration est, du point de vue juridique, contraire aux dispositions régissant son engagement. S'il use de cette faculté, il en avisera par lettre recommandée le Conseil d'Administration, dont le Président représentera l'Institut devant le Tribunal administratif. La décision du Tribunal administratif liera définitivement le fonctionnaire et l'Institut.

"Les indemnités et frais éventuels de voyage des membres du Tribunal administratif, agissant conformément au présent article, seront à la charge de l'Institut; ce dernier remboursera au Secrétariat de la Société des Nations tous autres frais auxquels aura donné lieu le fonctionnement du Tribunal administratif dans les cas intéressant l'Institut.



"L'Institut conclura avec la Société des Nations et les Membres du Tribunal administratif les accords permettant de rendre le présent article applicable".

Comme tel, le Tribunal administratif de la Société des Nations n'est compétent que pour ce qui concerne le personnel de la Société au sens juridique. Par rapport au personnel de l'Institut, son rôle serait de nature arbitrale. C'est pourquoi, l'application de l'article ci-dessus requiert, d'une part, l'acceptation de la Société des Nations et, d'autre part, celle de chacun des membres du Tribunal administratif.

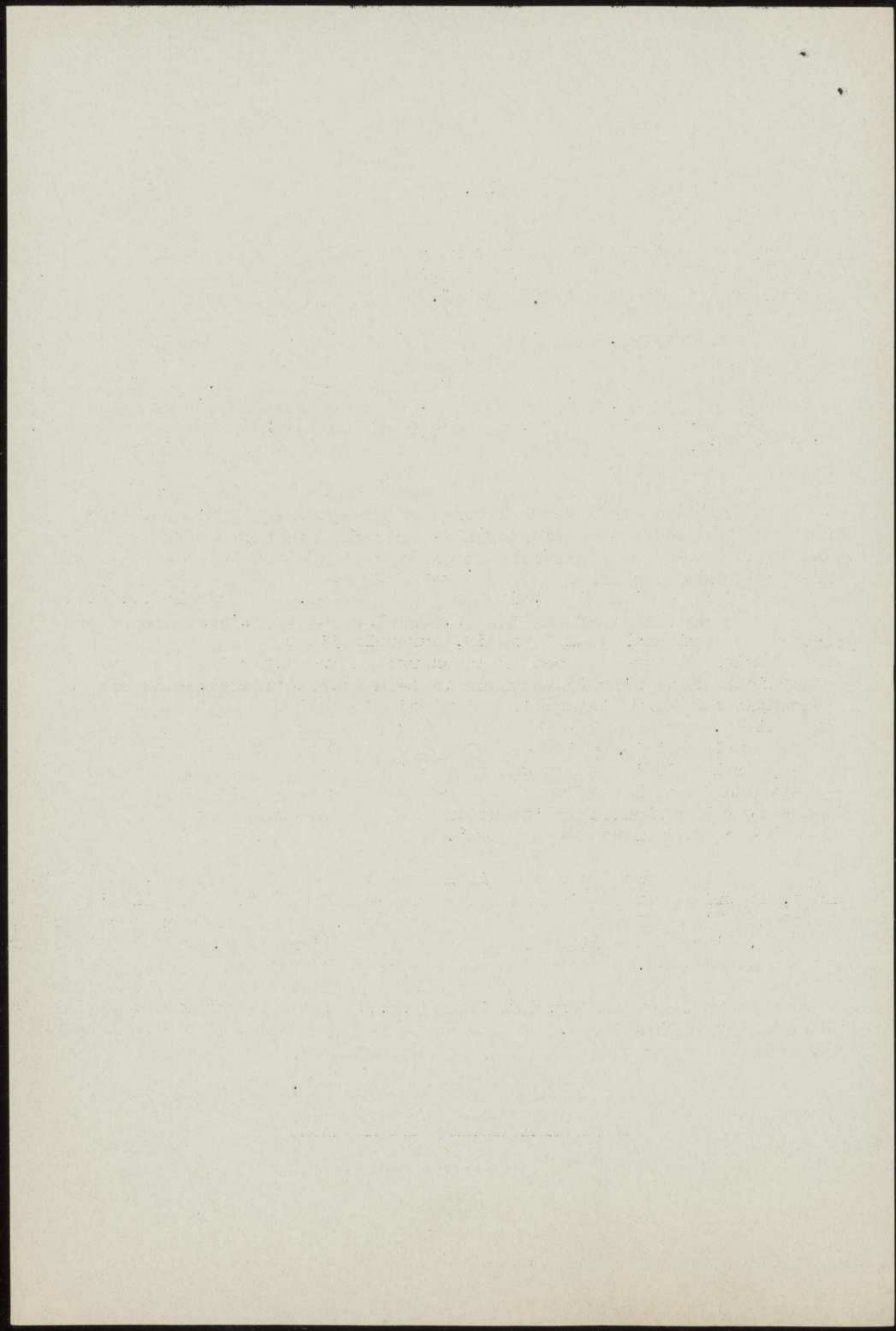
L'acceptation de la Société des Nations a été exprimée dans la lettre ci-jointe en copie, en date du que m'a adressée le Secrétaire général de la Société.

Afin de me permettre d'éclairer sur ce point le Conseil d'administration de l'Institut, je viens vous prier, Monsieur le..... de bien vouloir me faire savoir si, sous réserve de l'adhésion des autres membres du Tribunal administratif, auxquels j'adresse une lettre identique vous seriez disposé à accepter la charge qui résulterait pour vous de l'application de l'article projeté. Le mandat des juges, agissant pour le compte et aux frais de l'Institut s'exercerait, du point de vue des indemnités, sur les mêmes bases que lorsqu'ils agissent comme membres du Tribunal administratif de la Société des Nations. Il en serait de même pour les frais de voyage qui seraient encourus dans les cas très exceptionnels où les affaires intéressant l'Institut ne seraient pas examinées par le tribunal à l'occasion des sessions régulières qu'il tient à Genève conformément à son statut.

Je ne crois pas pouvoir m'abstenir de vous signaler, en terminant, le prix tout spécial qu'attachera certainement, le Conseil d'administration à l'adhésion des membres du Tribunal. Cette adhésion permettrait, en fait, l'accès du tribunal au personnel de l'Institut, qui est d'ailleurs très peu nombreux.

Veuillez agréer, Monsieur le....., les assurances de ma considération très distinguée.

Directeur.



Annexe D.

REPONSES DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA SOCIETE DES NATIONS.

Réponse de M. DEVEZE, Président.

Bruxelles, 7 juillet 1931.

Monsieur le Directeur,

J'ai bien reçu votre lettre. J'accepte, pour ma part, bien volontiers d'étendre la juridiction du Tribunal Administratif que je préside, aux litiges qui pourraient intéresser l'Institut International du Cinématographe Educatif.

Je ne doute pas que mes collègues partageront cette façon de voir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

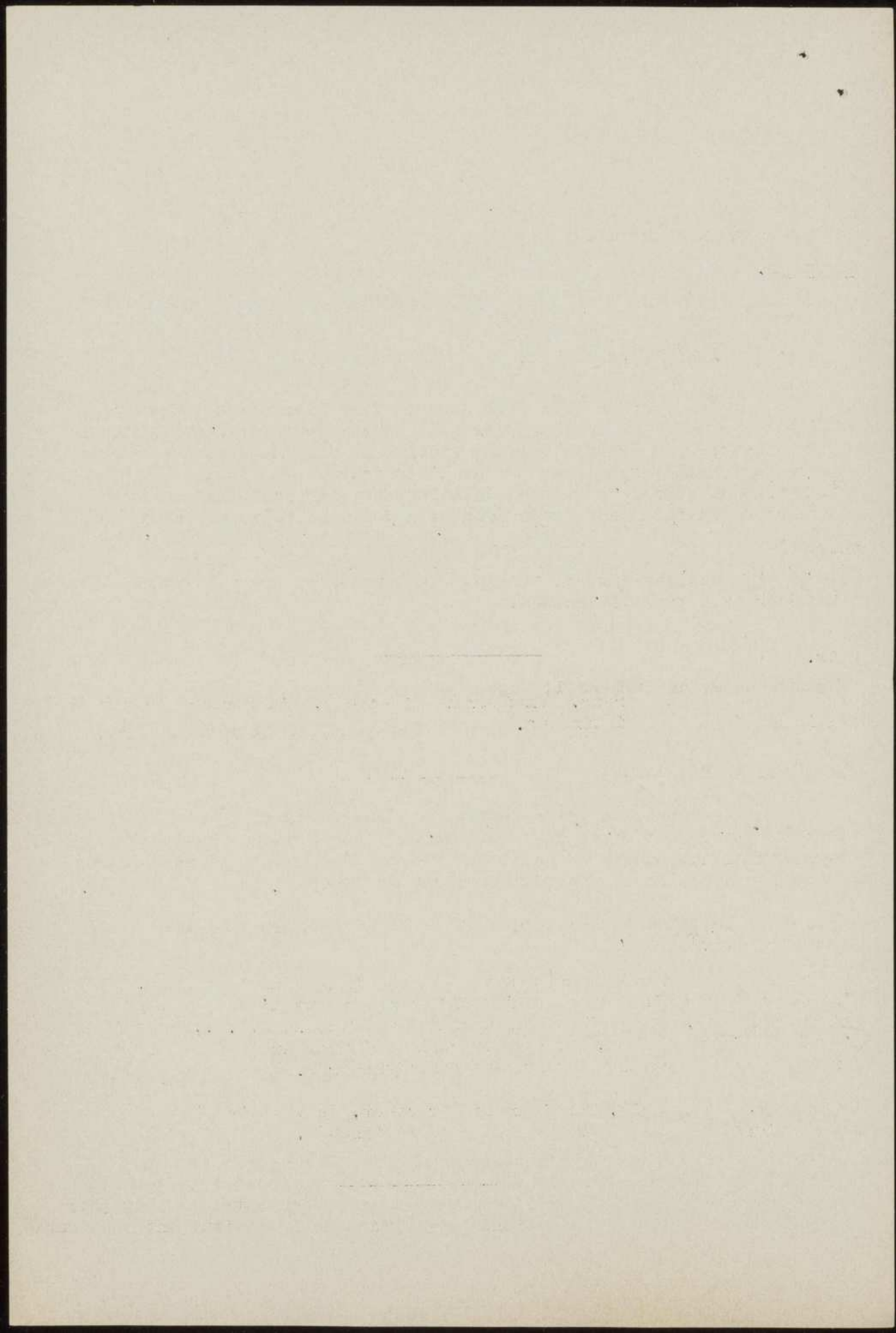
Réponse de M. MONTAGNA, Vice-Président.

Rome, 22 juillet 1931.

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre aimable lettre du 2 juillet courant, j'ai l'honneur de vous informer que je suis bien heureux d'accepter, pour ce qui me concerne, que le Tribunal administratif de la S.d.N., dont j'ai l'honneur d'être membre, fonctionne comme Tribunal arbitral pour les différends entre votre Institut et ses fonctionnaires.

Je vous prie, Monsieur le Directeur, de vouloir bien agréer mes sentiments et mes hommages les plus distingués.



Réponse de M. FROEGLICH, Juge

Leipzig, le 7 juillet 1931.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 2 juillet et de vous faire savoir que, sous réserve de l'adhésion des autres membres du Tribunal administratif, je suis disposé à accepter la charge qui résulterait pour moi de l'application de l'article projeté du règlement pour le personnel de l'Institut international du Cinématographe Educatif dont vous avez bien voulu me faire connaître le texte.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma considération très distinguée.

Réponse de M. de TOMCSANYI, Juge

Budapest, le 11 juillet 1931.

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre lettre du 3 juillet 1931, j'ai l'honneur de vous faire savoir que sous réserve de l'adhésion des autres membres du Tribunal Administratif de la Société des Nations, j'accepte volontiers la charge de la fonction proposée de juge.

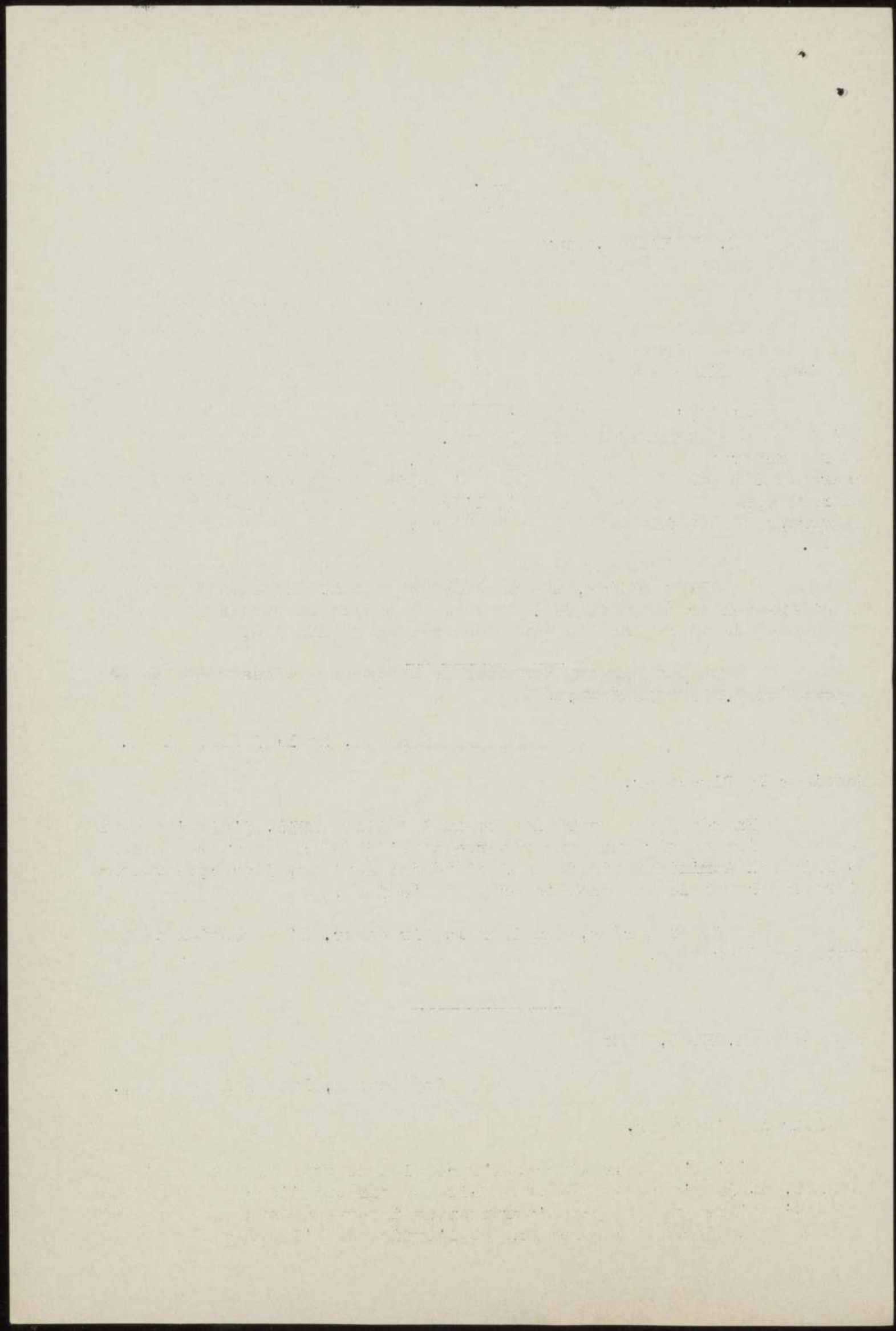
Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

Réponse de M. Eide, Juge

Copenhague, le 8 juillet 1931.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 3 juillet, et je m'empresse de vous faire savoir que j'accepte les fonctions d'arbitre prévues par l'arrangement intervenu entre le Secrétaire Général de la Société des Nations et l'Office de l'Institut international



16.

du Cinématographe Éducatif, au sujet de la juridiction du Tribunal administratif.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma haute considération.

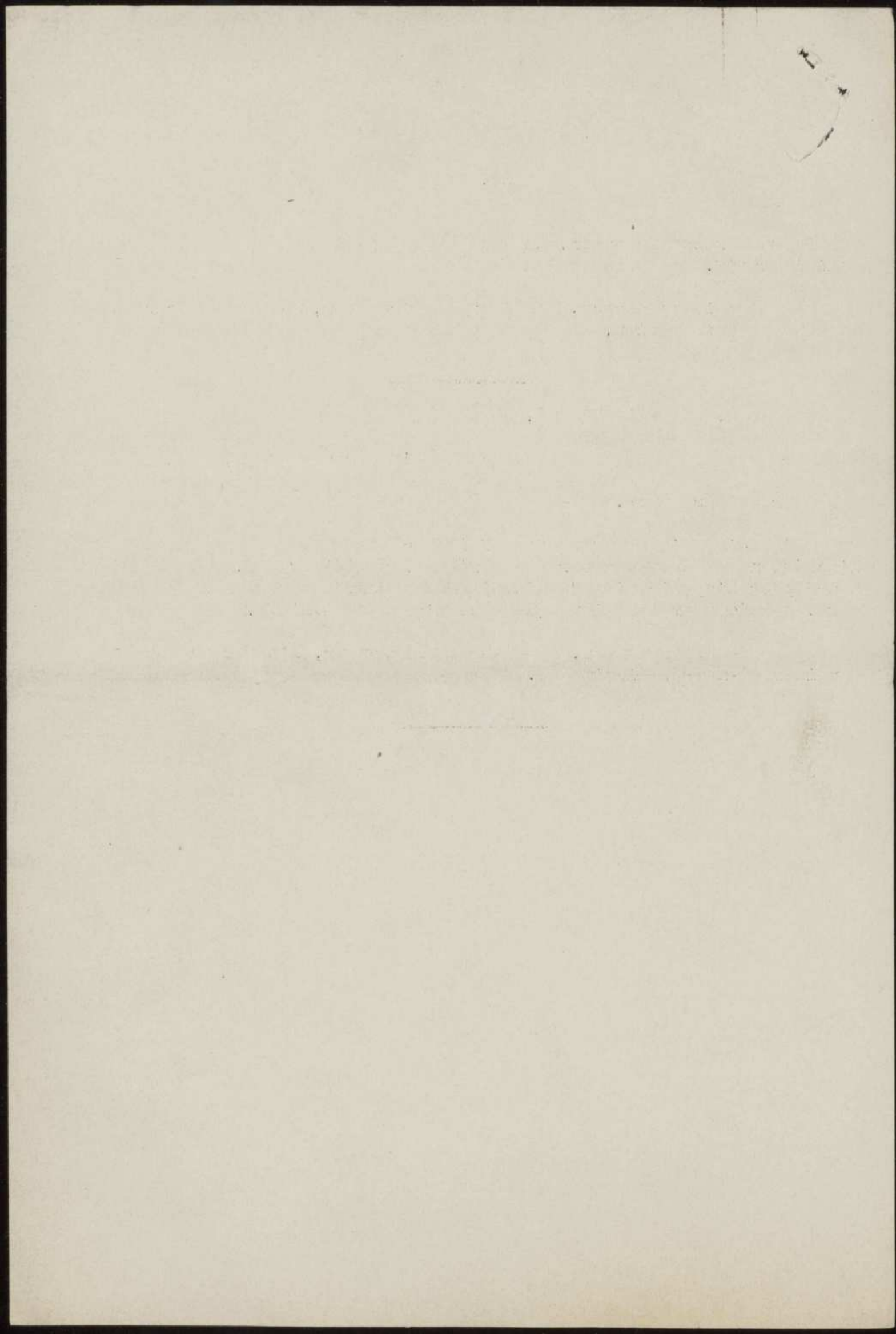
Réponse de M. van RYCKEVORSEL, Juge

's Hertogenbosch, le 22 juillet 1931

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, sous réserve de l'adhésion des autres membres du Tribunal administratif, je suis disposé à accepter l'application de l'article du projet de règlement pour le personnel de votre Institut que vous m'avez communiqué.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.



d. 19/4

N° = 460

6 janvier 1932

Monsieur G. F A G O T,
10, avenue Alphand
SAINT-MANDÉ
(Seine)

Monsieur,

Ainsi que vous en avez exprimé le désir, nous avons transmis votre lettre du 2 décembre à M. de FEO, directeur de l'INSTITUT INTERNATIONAL DU CINEMATOGRAPHE EDUCATIF, de Rome, qui en a pris connaissance avec un vif intérêt.

M. de FEO nous informe cependant qu'étant donné le moment économique difficile que nous traversons, il lui est impossible, pour le moment du moins, de donner suite à votre demande.

Toutefois, au cas où une vacance viendrait à s'offrir, votre candidature serait examinée avec une attention toute spéciale.

Avec nos regrets, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Secrétaire général,
P.O. La Secrétaire,

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

1932

el. 19/4

R.M.

- J. ISTITUTO INTERNAZIONALE PER LA CINEMATOGRAFIA EDUCATIVA
I. INSTITUT INTERNATIONAL DU CINÉMATOGRAPHE ÉDUCATIF
C. INTERNATIONAL EDUCATIONAL CINEMATOGRAPHIC INSTITUTE
E. INTERNATIONALES INSTITUT FÜR LEHRFILMWESEN
E. INSTITUTO INTERNACIONAL DE CINEMATOGRAFIA EDUCATIVA

Monsieur Jean BENOIT-LEVY
Secrétaire Général du Comité
Français de l'I.C.E.
13 bis, Rue des Mathurins
P A R I S.

Rome, 30 Décembre 1931.

ROMA - VILLA MEDIOEVALE TORLONIA
VIA LAZZARO SPALLANZANI
FRASCATI - VILLA FALCONIERI

N° 389

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous ~~avons~~ l'honneur de vous accuser réception de
votre lettre du 18 Décembre 1931 et nous vous en remercions.

Nous avons pris connaissance avec intérêt de la
demande d'engagement avancée par M. FAGOT.

Malheureusement étant donné le moment économique diffi-
cile que nous traversons, il nous est impossible d'assumer un
personnel supplémentaire et nous le regrettons vivement.

Nous prendrons cependant la demande de M. Fagot en
considération spéciale pour le cas d'un éventuel engagement.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général,
l'assurance de mes sentiments les meilleurs et très dévoués.

(Dr. L. de Feo - Directeur)

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

TO THE UNIVERSITY OF CHICAGO
FROM THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DATE 10/10/1971

RECEIVED

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
520 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

d. 19/4

N° 433

23 décembre 1931

Monsieur L. de FEO,
Directeur de l'Institut International
du Cinéma Educatif,
Villa Torlonia,
Via Lazzaro Spallanzani
R O M E

Mon cher Directeur,

Le Comité français est parfois saisi de
demandes d'emploi à l'Institut de Rome.

Au cours de sa dernière séance, il a été
décidé, à l'unanimité, de vous transmettre systé-
matiquement toutes ces demandes.

Si vous le jugez utile, notre Comité vous
fournira, autant qu'il pourra le faire, les rensei-
gnements concernant telle ou telle candidature.

D'autre part, le Comité français a pensé
que la communication, par l'Institut International
du Cinématographe Educatif de Rome, des vacances
d'emploi, présenterait le plus grand intérêt.

Je vous prie d'agréer, mon cher Directeur,
l'assurance de mes sentiments cordialement dévoués.

Le Secrétaire général,

Jean BENOIT-LEVY

d. 19/4

18 décembre 1931

N° 425

Monsieur L. de FEO,
Directeur de l'Institut International
du Cinématographe Educatif,
Villa Torlonia,
Via Lazzaro Spallanzani
R O M E

Monsieur le Directeur,

Notre Comité a été saisi d'une
demande d'engagement à l'Institut Inter-
national du Cinématographe Educatif,
émanant de M. G. FAGOT.

Nous vous la transmettons ci-après
à toutes fins utiles:

"Monsieur,

"J'ai l'honneur de solliciter
"d'être engagé à l'INSTITUT INTER-
"NATIONAL DU CINEMA EDUCATEUR de la
"S.D.N.

"Comme vous pourrez le constater
"par mes états de services, je me
"suis intéressé depuis près de 25 ans
"au cinéma comme moyen d'enseignement,
"de propagande et de vulgarisation.

"Je considérerais comme un honneur
"de pouvoir m'y consacrer au sein de
"l'Institut dont la puissance de réa-
"lisation m'apparaît considérable.

" "Latino d'anima e d'azione",
"comme l'écrivait de moi, en 1913,
"une revue cinématographique italien-
"ne, je serais fier d'appartenir à
"un organisme qui ne peut que grandir
"aux rayons du soleil qui nimbe la
"Ville Eternelle.

.../...

"Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien
"transmettre ma demande à Rome, et vous renouvelle
"l'assurance de mes sentiments les plus distingués

(signé: G. FAGOT)

10, av. Alphand

SAINT-MANDÉ (Seine)

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assu-
rance de nos sentiments les plus dévoués.

Le Secrétaire général,

Jean BENOIT-LEVY

en annexe : états de services de M. Pagot

d. 19/4

le 2/12/31

N° 360

Monsieur Jean Benoit-Lévy
Secrétaire Général du Comité Français
de l'Institut International du Cinéma Educateur
de la S. D. N.

Monsieur,
j'ai l'honneur de solliciter d'être attaché à l'Institut
International du Cinéma Educateur de la S. D. N.

Comme vous pourrez le constater par mes états de
services, je me suis intéressé depuis près de 25 ans au
cinéma comme moyen d'enseignement, de propagande et
de vulgarisation.

Je considérerais comme un honneur de pouvoir
m'y consacrer au sein de l'Institut dont la puissance de
réalisation m'apparaît considérable.

"Latino d'anima e d'azione", comme l'écrivait de
moi en 1913 une revue cinématographique italienne, je
serais fier d'appartenir à un organisme qui ne peut que
grandir aux rayons du soleil qui nimbe la Ville Éternelle.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien
transmettre ma demande à Rome, et vous renouveler
l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

G. Fagot

10 av. de Phand

H. Mandé (Seine)

2/12/31

